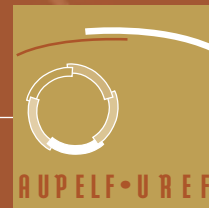


LE FRANÇAIS À L'UNIVERSITÉ



AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE
OPÉRATEUR DIRECT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE
DE LA FRANCOPHONIE

ÉDITOrial



Les enseignants de français sont un million. Un peu magique, bien en harmonie avec le vague millénarisme et le goût du grandiose que toute l'année 2000 a cultivés, le chiffre a couru les gazettes comme si l'on découvrait soudain la place du français dans le monde.

Un million d'enseignants, dont les représentants ont fait du X^e Congrès mondial de la Fédération Internationale des Professeurs de Français (FIPF), qui s'est tenu à Paris du 17 au 21 juillet, un rendez-vous majeur dans la vie de la communauté francophone, et un succès unanimement salué*.

Si cette réussite est la récompense logique du travail incessant que mène la FIPF depuis plus de trente ans, elle est aussi l'expression de la vitalité de la forme associative – qui est également celle de l'Agence universitaire – comme de sa capacité de mobilisation et de création.

L'Agence universitaire de la Francophonie était naturellement présente au congrès de la FIPF.

Elle était présente dans la réflexion politique tout d'abord par la participation de sa Rectrice, Michèle Gendreau-Massaloux, aux côtés de Roger Dehaybe, Administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, Stelio Farandjis, Secrétaire général du Haut Conseil de la Francophonie, et Anne Magnant, Déléguée générale à la langue française, à la table ronde consacrée à « L'avenir en français », animée par Alain Braun, Président sortant de la FIPF, ainsi que par l'entretien qu'elle a eue avec Annie Monnerie-Goarin, Secrétaire générale sortante, sur le thème « Les langues entre elles ».

Elle était présente également par les interventions de ses responsables et de ses membres dans de nombreux ateliers ou tables rondes, et en particulier par la présentation des observatoires du français**.

5^E ANNÉE, NUMÉRO 4
4^E TRIMESTRE 2000
NOUVELLE SÉRIE
ÉQUATEUR
150
300
450
600
750
900



ÉDITORIAL (SUITE)



▼ Elle continuera d'être présente auprès des associations de professeurs de français puisque, en accord avec la FIPF, le présent numéro du *Français à l'Université* sera adressé à toutes les associations membres de la Fédération, qui pourront si elles le souhaitent recevoir désormais le bulletin régulièrement.

Dans la communauté des enseignants de français, les formations de l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse des départements de français ou des différents types de filières francophones, ont en effet un rôle spécifique – reconnu dans la réforme des programmes de l'Agence universitaire par la création d'un programme « Langue française, Francophonie, diversité linguistique » – qu'il leur appartient d'assumer pleinement.

Ce rôle tient d'abord au maintien de la qualité des formations, formation en langue, formation méthodologique, et des capacités de recherche. C'est celui qui est assuré depuis toujours, dans des conditions parfois difficiles, par tous.

Mais, dans un contexte, celui de la Francophonie, qui fait de plus en plus du français une langue de partage et d'usage, d'autres responsabilités s'ajoutent à cette tâche première.

La première est celle d'associer les moins nantis, ceux dont les conditions de travail sont les moins favorables, ou qui ont le moins accès aux ressources qu'offrent les bibliothèques ou aux moyens que donnent les nouvelles technologies, aux travaux des mieux pourvus. Il existe un devoir de solidarité qui est à la base de la création par l'Agence universitaire de la communauté virtuelle des départements d'études françaises (Framonde <http://www.aupelf-uref.org/framonde>) et qui est l'un de ses objectifs.

La seconde tient à l'attention qui doit être portée à la place que la langue française tient comme langue internationale, et à cet égard tout ce qui concerne la traduction, en particulier de et vers les langues nationales, doit faire l'objet d'une considération particulière***.

La troisième touche à une meilleure connaissance de la diversité et de la richesse du monde francophone. Nos patrimoines linguistiques doivent être mieux connus, comme doit être explicitée la manière dont la langue française redéfinit continuellement ses usages ou ses formes en contact avec les langues nationales ou les autres langues de communication****.

L'approche de cette diversité passe par une information de base sur les multiples aspects de la Francophonie.

C'est ce à quoi souhaite contribuer cette nouvelle parution du *Français à l'Université* qui, dans la continuation des numéros précédents portant sur la Caraïbe, l'Afrique et l'Europe de l'ouest, est consacrée au Pacifique sud.

Région mal connue du fait de son éloignement, de son isolement, et peut-être des stéréotypes de l'insularité qui s'y attachent, elle est pourtant riche d'activités dans le domaine des études françaises.

Deux universités y sont implantées dans des territoires français d'outre-mer, l'Université de la Nouvelle-Calédonie (<http://www.univ-nc.nc/>) et l'Université de la Polynésie française dont la Présidente, Sylvie André, nous présente le département de lettres, langues et sciences humaines.

L'enseignement du français langue étrangère y est par ailleurs largement répandu, représenté ici par le département de français de l'Université de Sydney dont le directeur, Ross

Steele, retrace l'histoire et l'évolution de l'enseignement du français en Australie et, dans le domaine de la recherche, par l'Observatoire du français dans le Pacifique, créé par Jim Hollyman au sein du Département de français de l'Université d'Auckland.

Enfin, deux contributions, celles d'Isabelle Leblic, chargée de recherche au CNRS, et de Michel Wauthion, Directeur de l'Antenne Pacifique-sud du Bureau Asie-Pacifique de l'Agence universitaire, rappellent combien la diversité linguistique fait partie de l'identité de la plupart des peuples îliens du Pacifique.

Autant d'invitations à la découverte et à la collaboration qui trouveront certainement un écho dans la communauté des départements d'études françaises.

Pierre Morel
Chef de projet délégué
Programme « Langue française, Francophonie, diversité linguistique »

* On trouvera plus d'informations sur le X^e Congrès de la FIPF à l'adresse www.ifrance.com/fipf/accueil.htm

** Pour les observatoires, voir le site Framonde www.aupelf-uref.org/framonde

*** Voir au sein de l'Agence le réseau Lexicologie, Terminologie, Traduction – www.aupelf-uref.org/ltr/

**** Voir à ce sujet les travaux du réseau Étude du français en Francophonie – www.refer.sn/sngal_ct/rec/resef/accueil.htm



COUP D'ŒIL

LE DÉPARTEMENT DE LETTRES, LANGUES ET SCIENCES HUMAINES DE L'UNIVERSITÉ DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE À TAHITI

Le département de lettres, langues et sciences humaines est le département le plus important de la nouvelle Université de la Polynésie française, créée seulement en 1999. Ce département compte environ 950 étudiants, dont la plupart se consacrent à l'étude des langues étrangères, l'anglais, l'espagnol, le japonais.

Le nombre des étudiants en langue et littérature françaises est réduit: environ 80 du DEUG à la Maîtrise. Ce faible nombre s'explique par plusieurs facteurs dont une situation de bilinguisme. En effet pour la grande majorité des Polynésiens la langue maternelle est le réo maohi, même si cette réalité a eu tendance à s'affaiblir dans la deuxième moitié du XX^e siècle, surtout dans l'île principale, Tahiti, sous la pression du français, langue administrative et économique du Territoire.

Sous l'impulsion des autorités locales, la Polynésie étant un Territoire autonome avec son président, son conseil des ministres et son assemblée territoriale, se développe une politique de renaissance de la langue polynésienne, le réo maohi. Il est désormais enseigné obligatoirement dans les écoles primaires et en option obligatoirement proposée dans l'enseignement secondaire. Cette volonté politique s'inspire d'un constat: il convient de développer, grâce à l'enseignement, un authentique bilinguisme, amenant à un usage correct de deux langues, plutôt que de laisser s'installer un usage approximatif des deux langues, avec des phénomènes malvenus de « créolisation ». L'enseignement universitaire reflète cette volonté, puisqu'à côté d'une filière « Lettres modernes », très proche des filières métropolitaines, évoquée plus haut, a été mise en place une filière consacrée à l'enseignement du réo maohi, qui fait une large part à la des-

« Sous l'impulsion des autorités locales [...] se développe une politique de renaissance de la langue polynésienne, le réo maohi. »

cription et à l'analyse scientifique de la langue ou, plus exactement, des langues polynésiennes, la langue parlée dans les différents archipels pouvant être assez différente, à partir d'une base commune. Cette filière est calquée sur le modèle métropolitain et ouvre l'accès à des diplômes ou des concours nationaux: DEUG, licence, maîtrise, CAPES

« La filière d'enseignement du français essaie de trouver son identité entre un enseignement de type traditionnel [...] et des innovations permettant son intégration dans la pratique culturelle vivante du Territoire. »

tahitien/français. Cette filière connaît une forte croissance avec des effectifs en première année de DEUG de l'ordre de plus de cent étudiants. L'objectif premier est de former des enseignants de la langue polynésienne.

L'autre élément pouvant expliquer le faible nombre d'étudiants en français est sans doute la forte influence exercée par la langue anglaise. En effet l'Océan Pacifique est très largement un océan anglophone. Les autres peuples polynésiens de la zone, par exemple à Hawaï ou encore en Nouvelle-Zélande parlent anglais. Les voyages ainsi que l'activité touristique en Polynésie francophone font que l'anglais est très souvent parlé et qu'il suscite l'intérêt des étudiants.

Enfin, il faut tenir compte du fait que la culture polynésienne traditionnelle est une culture orale. La littérature écrite servant de base à l'enseignement universitaire du français est assez éloignée des pratiques culturelles des Polynésiens.

Ces divers éléments expliquent les spécificités des études françaises à l'université de la Polynésie française, au-delà même du faible nombre d'étudiants:

- importance de l'enseignement du français langue étrangère ou langue seconde, très utile pour l'apprentissage du français en situation de bilinguisme,
- accent mis sur l'étude des littératures francophones et sur la littérature comparée en particulier avec des parallèles instaurés avec les littératures de la zone,

- volonté chez les étudiants d'utiliser la langue française et les techniques acquises d'analyse textuelle pour faire des recherches sur les phénomènes « littéraires » contemporains apparaissant sur le Territoire (littérature émergente en français mais aussi en réo maohi), ou même sur les textes traditionnels en traduction.

En conclusion, la filière d'enseignement du français essaie de trouver son identité entre un enseignement de type traditionnel, préservant la possibilité pour les étudiants d'accéder à des concours nationaux, et des innovations permettant son intégration dans la pratique culturelle vivante du Territoire.

Sylvie André, Présidente de l'Université de la Polynésie française
BP6570 Faaa – Aéroport
Tahiti, Polynésie Française
tél: (689) 80 38 42
tcopie: (689) 80 38 30

LE FRANÇAIS À L'UNIVERSITÉ
BULLETIN DES DÉPARTEMENTS DE FRANÇAIS DANS LE MONDE
ISSN 1017-1150 (ÉDITION PAPIER)
ISSN 1560-5957 (ÉDITION ÉLECTRONIQUE)

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION: MICHÈLE GENDREAU-MASSALOUX
RÉDACTION: PIERRE MOREL
CONCEPTION ET RÉALISATION: DEVANT LE JARDIN DE BERTUCH
LA RÉDACTION REMERCIE,
POUR LEUR CONTRIBUTION À CE NUMÉRO:
JEANNETTE BINGAPITI, JOCELYN GAGNON ET MICHEL WAUTHION.



AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE
OPÉRATEUR DIRECT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE
B.P. 400, SUCC. CÔTE DES NEIGES,
MONTRÉAL (QUÉBEC), H3S 2S7, CANADA
TÉLÉPHONE: (514) 343.6630
TÉLÉCOPIEUR: (514) 343.2107
COURRIEL: framonde@aupelf-uref.org
www.aupelf-uref.org/framonde/bulletin/
REPRODUCTION ENTIÈRE OU PARTIELLE AUTORISÉE
AVEC MENTION DE NOTRE TITRE ET DE L'URL DE NOTRE SITE.



L'OBSERVATOIRE DU FRANÇAIS DANS LE PACIFIQUE (OFP)

▼ Créé en 1979 sur l'initiative de Jim Hollyman, l'Observatoire est une équipe de recherche qui fait partie du Département de français (Ecole des Langues européennes) de l'Université d'Auckland. Il peut accepter des membres attachés à d'autres établissements, mais la direction reste à Auckland. Les chercheurs s'intéressent aux français régionaux du Pacifique tels qu'on les parle et écrit dans les territoires français d'Océanie, et aussi à l'effort lexical fait par des Français voyageant ou demeurant dans des pays non francophones du Pacifique, y compris les pays limitrophes. Les recherches ont touché la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, le Vanuatu, la Californie et la côte sud-américaine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Depuis 1981 l'OFP constitue une unité de recherche associée à l'Institut National de la Langue Française (INaLF),

et publie chez Didier-Erudition, une fois par an en principe, les résultats de ses recherches dans un volume d'*Etudes et Documents* (OFPED). Les 12 volumes parus de 1983 à 1996 ont tous suivi le même modèle: article de présentation; datations et documents lexicographiques; datations et témoignages d'enquête, vocabulaires complets (pour la Nouvelle-Calédonie); études particulières; bibliographie des études sur le français dans le Pacifique; index des mots. Les vocabulaires complets ont porté sur les noms français des plantes, l'argot du baigneur de la Nouvelle, les noms français des animaux indigènes et introduits, le lexique de l'élevage et le lexique inter-ethnique. Le t. 12 contient un index lexicographique des 12 volumes.

C'est à ce moment que le professeur Hollyman a dû pour des raisons de santé se retirer temporairement de l'équipe, et l'année suivante son principal sou-

tien, Chris Corne, s'est tué dans un accident de voiture. D'autres participants ont fait valoir leurs droits à la retraite. Cela a interrompu la succession des volumes, mais depuis deux ans Jim Hollyman et B.D. McKay, chef du Département de français, ont repris le travail, et la parution des t. 13-15 ne doit pas tarder.

Jim Hollyman, Professeur, Département de français, Université d'Auckland.

Contact: Brian McKay, Département de français, Université d'Auckland, Private bag 92019, Auckland, Nouvelle-Zélande. télécopie: + 64 9 846 6499, ad. él.: b.mckay@auckland.ac.nz

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS DANS LES UNIVERSITÉS AUSTRALIENNES

▼ L'université de Sydney, la plus ancienne université en Australie, fête cette année son 150^e anniversaire. Le français, première langue étrangère figurant dans le cursus universitaire, y est enseigné depuis 1854. Le français reste aujourd'hui dans la Faculté des Lettres le département de langue étrangère comportant le plus grand nombre d'étudiants. Dans leur deuxième et leur troisième années de licence, ceux-ci peuvent se spécialiser, soit en langue et linguistique françaises, soit en littérature française, soit en société et culture françaises, soit en littératures francophones. La spécialisation en littérature est progressivement moins populaire que les autres spécialisations. Les étudiants peuvent préparer aussi des diplômes de maîtrise et de doctorat.

À mesure que des universités ont été établies dans les autres États de l'Australie, des départements de français se sont créés dans les Facultés des Lettres:

à l'Université de Melbourne en 1882, à l'Université de Tasmanie en 1892, à l'Université du Queensland en 1911, à l'Université de l'Australie Occidentale en 1913, à l'Université d'Adélaïde en 1918, à l'Université de Canberra en 1930, à l'Université de Nouvelle-Angleterre (dans le nord-ouest de l'État de Nouvelle-Galles du Sud) en 1938 et à l'Université de Newcastle (grande ville industrielle de Nouvelle-Galles du Sud) en 1955.

La belle époque de la croissance universitaire a lieu pendant les années 60 et 70. Le gouvernement décide alors de doter l'enseignement universitaire de subventions importantes pour tenir compte de l'augmentation rapide de la population jeune désireuse de s'inscrire à l'université. Dans les nouvelles universités ainsi établies figurent des départements de français: à l'université de Monash (Victoria) en 1962, à l'Université de Nouvelle-Galles du Sud en 1963, à l'Université de James Cook (Queensland) en 1963, à l'Université de Flinders (Aus-

tralie du Sud) en 1965, à l'Université de La Trobe (Victoria) en 1966, à l'Université de Macquarie (Nouvelle-Galles du Sud) en 1966 et à l'Université de Woollongong (Nouvelle-Galles du Sud) en 1974.

Au cours des années 80, le rôle prédominant du français dans l'enseignement supérieur commence son déclin. À cette époque, le gouvernement crée une commission pour développer une politique nationale d'aménagement linguistique. Cette politique va favoriser la promotion dans le système scolaire des langues maternelles des centaines de milliers d'immigrants venus s'installer en Australie après la deuxième guerre mondiale et qui ont transformé la société anglo-saxonne d'origine en une société multiculturelle dynamique. Elle va favoriser également la promotion des langues asiatiques suite au développement des liens commerciaux avec le Japon, la Chine et les pays du sud-est asiatique. L'enseignement du japonais et de l'indonésien reçoit un soutien

▼ particulier grâce à cette politique. En même temps le français perd son statut traditionnel de langue étrangère enseignée dans toutes les écoles secondaires.

Presque toutes les universités en Australie sont des universités d'état. Au cours des années 90, le gouvernement fédéral a annoncé des directives de plus en plus contraignantes concernant l'attribution des fonds annuels accordés à l'enseignement supérieur. Les Facultés des Lettres ont pâti de cette situation. Le nombre de postes d'enseignants a diminué et les petits départements de langue étrangère ont été soit regroupés en unités plus grandes offrant un nombre réduit de cours, soit supprimés. Cette évolution a eu des conséquences négatives pour le français, qui dans la plupart des universités n'est plus enseigné dans un département autonome, résultant en une baisse considérable des effectifs d'enseignants et étudiants. Parallèlement beaucoup moins d'étudiants poursuivent leurs études de français pendant les trois années du cursus pour obtenir leur licence. Ceci peut s'expliquer en partie par le déclin du nombre de postes à pourvoir dans l'enseignement

secondaire, débouché traditionnel pour les diplômés de français. Par contre on constate une augmentation sensible des inscriptions dans les cours de débutants en français pendant une année des études de licence. Ces étudiants visent surtout à apprendre le français comme moyen de communication et choisissent de préférence les cours de langue pratique. Cette tendance révèle que la langue et la culture francophones continuent à susciter un intérêt général parmi les étudiants malgré le contexte universitaire plutôt sombre pour l'avenir des lettres et des langues.

Ross Steele – Chef du Département d'Études françaises, Université de Sydney
NSW 2006 Australie

Informations complémentaires :

- Université de Sydney <http://www.usyd.edu.au/>

- « The Australian Society for French Studies » : fondée pour promouvoir le français dans l'enseignement supérieur, publie un bulletin semestriel *Carnet austral*.
<http://www.french-italian.unimelb.edu.au/links/societies/asfs/index.html>

- *The Australian Journal for French Studies*, revue savante trimestrielle lancée en 1965, publie principalement des articles littéraires (Department of French Studies, School of European Languages and Cultures, P.O. Box 11A, Monash University, Vic. 3800 Australia) ;
<http://elecpress.monash.edu.au/french/>

- Il existe également une « Association of Heads of French Programmes in Australia » qui, en liaison avec les Services de coopération culturelle et technique de l'Ambassade de France, invite des spécialistes d'études francophones et de pédagogie du français langue étrangère à prononcer des conférences devant les étudiants et lors de congrès d'enseignants de l'enseignement secondaire.

DIVERSITÉ LINGUISTIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

En Nouvelle-Calédonie, face au français, langue officielle de la colonisation, la diversité des langues kanak est une donnée importante. Sur l'archipel néo-calédonien qui comprend la Grande Terre (450 km de long sur 50 à 70 km de large), les îles Loyauté (Lifou, Maré, Ouvéa et Tiga), les îles Belep, l'île des Pins et l'île Ouen (pour ne parler que des principales îles habitées), vingt-huit langues kanak existent toujours après plus d'un siècle et demi de présence française : vingt-quatre pour la Grande Terre et quatre pour les îles Loyauté. Ces langues ont une importance et un nombre de locuteurs variables : de quelques-uns (4 pour le zîchê, une des langues du centre) à plusieurs milliers (11338 pour le drehu, langue de Lifou, qui est la langue kanak la plus parlée).

« Aucune frontière naturelle ne sépare les langues les unes des autres et les communautés linguistiques sont liées étroitement entre elles par des alliances matrimoniales ou politiques. Leur proximité sociale et géographique [...] entretient] un plurilinguisme plus ou moins marqué selon les régions [...] » (Rivierre, 1985 : 1689). D'une diversité et d'une complexité remarquables par rapport aux autres langues océaniques, ces 28 langues kanak – appartenant à la famille des langues austronésiennes (sous-groupe océanien de la branche orientale du malayo-polynésien) – ont des grammaires presque aussi différenciées que leurs systèmes phonologiques.

Au dernier recensement général de la population, on comptait 86788 Kanaks (44,1 %) face à 67151 Européens (34,1 %), sur une population totale de 196836 personnes. Selon ce recensement, la Nouvelle-Calédonie compte au total 53566 locuteurs de langues vernaculaires. Outre le drehu déjà cité, les deux autres langues qui comptent un nombre important de locuteurs sont le nengone (langue de Maré) avec 6377 locuteurs et le paicî (langue du centre de la Grande Terre) avec 5498 locuteurs.

La pratique de la langue vernaculaire comme langue première pour la scolarisation des jeunes enfants a d'ailleurs été une des revendications kanak au sein du FLNKS [*Front de Libération Nationale Kanak Socialiste*] pour reconnaissance de leur légitimité culturelle et de leur droit à l'indépendance. Cela déboucha dans les années 1985 sur les expériences des écoles populaires kanak (EPK) dont la particularité était, entre autres, l'apprentissage en langue vernaculaire de toutes les connaissances « traditionnelles » ou « scolaires » que tout enfant kanak se devait d'acquérir. Et, à la différence de l'école dite « coloniale », l'apprentissage se faisait par la participation et non par l'observation.

Suite aux accords de Matignon, l'enseignement des langues locales s'est développé – quelques-unes sont même enseignées au lycée, comme le drehu, le nengone, l'ajië ou le paicî – et certaines peuvent être choisies en option au baccalauréat. En 1997, six langues vernaculaires étaient ainsi enseignées en collège ou en lycée : outre les quatre déjà citées, on compte également le iaai et le xârâcùù.

Aujourd'hui, où un nombre important de Kanaks réside dans le grand Nouméa, un peu plus d'un locuteur sur cinq habite dans la capitale ou sa banlieue, soit en dehors de son aire linguistique d'origine. Malgré tout, 84,6 % des Kanaks de quatorze à vingt-neuf ans déclarent, lors du dernier recensement, continuer à parler une langue vernaculaire, contre 94,9 % des plus de trente ans. Il est sûr qu'en milieu tribal – 341 tribus kanak où résident 28,7 % de la population du territoire – la langue parlée quotidiennement en famille est la langue vernaculaire de la région, ou celle d'un des deux parents si l'un d'eux est originaire d'une autre aire linguistique. Ainsi, même si les enfants sont scolarisés en français, ils n'en continuent pas moins de parler leur langue kanak. De la même façon, dans

la vie de tous les jours, les Kanaks s'adressent entre eux essentiellement en langue vernaculaire. Il n'y a que dans les occasions rassemblant des personnes d'aires linguistiques différentes que le français est utilisé en grande partie comme langue véhiculaire. Dans le grand Nouméa, on pourrait craindre qu'à plus ou moins long terme les enfants kanak perdent l'usage de leur langue s'ils ne continuent pas à l'utiliser quotidiennement en famille. Mais il semble que les retours réguliers en milieu tribal pendant les vacances empêchent toute coupure définitive. Et si parfois on a le sentiment que les enfants kanak ne connaissent plus leur langue, il me semble qu'une fois devenus adultes, ils la maîtrisent suffisamment pour que l'avenir de ces différentes langues vernaculaires soit assuré.

Isabelle Leblic, ethnologue, chargée de recherche au LACITO (Langues et Civilisations à Tradition orale) - CNRS
Centre André-Georges Haudricourt
7, rue Guy Môquet - Bât. 23
94801 Villejuif cedex
France

Références :

ANOMYNE : « L'enseignement des langues vernaculaires en Nouvelle-Calédonie », *Ethnies. Renaissance du Pacifique*, n° 8-9-10, printemps 1989, p. 49-55.

BAUDCHON G. (éd.) : « Langues vernaculaires », *Tableaux de l'économie calédonienne 1997*, ITSEE, Nouméa, 1997, p. 46-49.

RIVIERRE J.-C. : « La colonisation et les langues », *Les Temps modernes. Nouvelle-Calédonie : pour l'indépendance*, mars 1985, n° 464, p. 1688-1717.

LES ENJEUX DU MULTILINGUISME À VANUATU

▼ Peuplé de moins de deux cent mille habitants pour une surface totale de 12195 km² répartie en 83 îles, Vanuatu est le seul état indépendant d'Océanie « ayant le français en partage ». D'où lui vient cette appartenance à la communauté francophone internationale et quelle en est l'actualité ?

La diversité linguistique constitue, on le sait, l'une des plus extraordinaires richesses du Pacifique. On y dénombre 1400 langues vernaculaires répertoriées, soit un quart environ des langues connues de l'humanité, pour moins de 0,1% de sa population ! Vanuatu en compte pour sa part 108, qui appartiennent presque toutes au groupe austronésien. Comme le nombre de locuteurs par langue n'y dépasse jamais quelques milliers, une *lingua franca* s'est imposée rapidement, dès lors que les moyens de communication et surtout les changements de mœurs, la colonisation ont rendu difficile le recours aux chaînes d'intelligibilité linguistique contiguë. Contrairement à la Nouvelle-Calédonie voisine, ce n'est pas le français mais un pidgin, le bichelamar, qui a joué ce rôle. Cette langue à base lexicale anglaise s'est diffusée, sans préjudice des progrès enregistrés par l'instruction des missions en français et en anglais, pour devenir en 1980, au moment de l'indépendance, l'un des principaux attributs de l'identité nationale. L'effort consenti par la France dans les années 60 pour arriver à la parité des langues coloniales d'éducation (les premières statistiques révélaient en 1980 52,4% des enfants scolarisés en langue française) contribua d'ailleurs par le regroupement en internats à renforcer l'expansion du pidgin.

Condominium franco-britannique connu sous le nom de Nouvelles-Hébrides de 1906 à 1980, le pays a hérité des puissances coloniales deux langues officielles et les a maintenues, au côté du bichelamar, pour donner naissance à un long échec sociolinguistique. La Constitution fait du bichelamar la langue nationale véhiculaire, du français et de l'anglais les deux langues principales d'éducation. Dans la pratique, la dérégulation linguistique et l'homogénéité anglophone des premiers gouvernements nationaux ont imposé la domination très nette de l'anglais à l'écrit et la pratique généralisée du bichelamar dans les communications orales. Les statistiques du ministère de l'Éducation commun aux deux régimes linguistiques affichent cependant depuis plusieurs années une relative stabilité et un peu moins de 40% d'élèves (41030 en 1999) fréquentent les établissements primaires et secondaires de langue française. Se pose dès lors la question de l'égalité des chances pour ceux qui, ayant fréquenté l'école en français, poursuivent leurs études.

Une sélection sévère à chaque cycle n'empêche que le niveau atteint par les élèves en terminale a conduit les autorités à supprimer le baccalauréat au début des années 90 et à mettre en place avec l'Université de la Nouvelle-Calédonie un cycle supérieur de formation étalé sur deux ans, au terme duquel vingt à vingt-cinq élèves sont admis à l'enseignement supérieur calédonien et, peut-être à l'avenir, à l'ensemble des universités françaises. Cette situation ne satisfait personne : ni ceux qui voient que la filière de langue anglaise amène, elle, les meilleurs étudiants à avoir accès à l'enseignement supérieur en un an, ni ceux qui constatent, malgré la durée des préparations, la faible prestation générale des étudiants de Vanuatu à Nouméa.

Mais les plus insatisfaits restent sans doute les étudiants désireux de poursuivre leurs études qui ne bénéficieront pas de la douzaine de bourses offertes chaque année, essentiellement par la France. Plusieurs se tournent alors vers l'Université anglophone du Pacifique Sud, opérateur de l'enseignement supérieur pour les douze micro-états indépendants de la zone, qui dispose d'un campus à Vanuatu.

Le pari lancé par l'Agence universitaire de la Francophonie, qui a ouvert un bureau régional à Vanuatu en 1997, aujourd'hui antenne du bureau Asie-Pacifique de Hanoi, consiste à élever les prestations des formateurs de l'Éducation nationale, développer des filières de formation supérieure sur place et multiplier les initiatives internationales de coopération par le réseau des universités membres. Un grand chantier concerne la régularisation de la place du français dans l'univers juridico-légal de Vanuatu. Des bourses de perfectionnement ont été mises en place pour permettre à des juristes francophones de se former à la common law à l'Université de Moncton ou d'Ottawa. Une filière de langue française est régulièrement envisagée, au sein même de l'université anglophone ou en collaboration avec les universités françaises de la zone, et un projet-pilote d'utilisation des nouvelles technologies a été mis en place à cet effet en 2000 avec Moncton. L'éclatement et le nombre limité d'étudiants imposent de toute façon à l'avenir le recours à la formation à distance encadrée sur place.

Pour le français à Vanuatu, l'important est d'effacer un sentiment d'insécurité linguistique persistant chez ceux qui font usage de cette langue. Cela passe sans doute par l'ancrage à une francophonie internationale solidaire et le respect de la diversité linguistique dans le développement économique et social ; mais cela implique d'abord de rendre les citoyens acteurs de cette langue : après vingt ans, la dénomination en français du pays et de ses habitants n'a toujours pas été définitivement choisie.

Michel Wauthion, Directeur de l'Antenne Pacifique du Bureau Asie-Pacifique de l'Agence universitaire de la Francophonie
BP 227 Port Vila - VANUATU
Tél : +678 242 64 - +678 242 69
Tcopie : +678 232 76
Courriel : michel.wauthion@aupelf.refer.org.vu

Références bibliographiques

BONNEMAISON, J. (1996) : *Les fondements géographiques d'une identité. L'archipel du Vanuatu. Essai de géographie culturelle*, Paris, ORSTOM.

CHARPENTIER, J.-M. (1993) : « La francophonie au Vanuatu : concept juridique ou réalité sociologique ? », *Le français dans l'espace francophone*, t. 1, (sous la direction de D. de Robillard et M. Beniamino), Paris, Champion, coll. Politiques linguistiques, p. 303-314.

CROWLEY, T. (1989) : « Language issues and national development in Vanuatu », *La réforme des langues, Histoire et avenir*, H. Buske Verlag, Hambourg, vol. 4, p. 111-139.

MILES, W.F.S. (1998) : *Bridging mental boundaries in a Post-colonial Microcosm*, Honolulu, University of Hawai'i Press.

La diversité linguistique constitue, on le sait, l'une des plus extraordinaires richesses du Pacifique. On y dénombre 1400 langues vernaculaires répertoriées, soit un quart environ des langues connues de l'humanité, pour moins de 0,1% de sa population !

RÉFÉRENCES VIRTUELLES

▼ <http://thot.cursus.edu/rubrique.asp?no=4923>
Le « cartable connecté » a redessiné son interface de présentation et nous offre les meilleurs liens en FLE (Français langue étrangère) de façon claire et efficace.

<http://www.pomme.ualberta.ca/devoir>

Une base de données de conjugaison qui inclut l'ensemble des verbes (7185) du Robert et du Bescherelle. Le Devoir conjugal permet d'obtenir la conjugaison de tous les verbes français.

www.cndp.fr

Le site des professionnels de l'éducation. Le Web du CNDP : un large corpus, des ressources fiables et analysées, un accès facile, une architecture adaptée, une aide pour travailler avec les nouvelles technologies, des services en ligne spécifiques.

<http://scamup.univ-mrs.fr/instifrancup/>

Site de l'Institut de la francophonie. Objectif : dispenser une grande partie de son enseignement par « cybercours », sur l'Internet.

<http://www.republique-des-lettres.com/>

Un ensemble exceptionnel de ressources littéraires sur la littérature française.

<http://www.niif.spb.su/centre-fr/LISTE/LISTE.HTM>

Une nouvelle liste de diffusion traitant du français scientifique langue étrangère.

<http://www.neva.spb.ru/if/>

La vie francophone en Russie. Un nouveau programme culturel sur le site de l'Institut français de Saint-Petersbourg.

<http://www.franc-parler.org/>

Le site de la communauté mondiale des professeurs de français – Actualité – Communauté – Ressources. Site créé à l'initiative du Ministère des Affaires étrangères français qui en a confié la responsabilité au Centre international d'Études pédagogiques (CIEP) de Sèvres.

http://www.ambafrance.or.jp/index_main.html

L'Ambassade de France à Tokyo fait son apparition sur la « toile ».

<http://altern.org/cursus/>

Consultez la page modifiée de l'Anneau des ressources francophones de l'éducation.

www.educaserve.com

Un site dédié à la maîtrise de la langue française et de son orthographe. Plus de 1000 pages de leçons et d'exercices avec leurs corrections instantanées et lien direct par courrier avec les professeurs chargés d'apporter une aide aux utilisateurs.

www.NETSURDISQ.NET

Internet sur disquette est une nouvelle manière d'apprentissage de la lecture du Français langue étrangère, qui comprend aussi l'écriture et la recherche.

http://www.vn.refer.org/theses/danang/accueil_bdd.html

Base de données universitaire appelée Mémoire destinée à présenter les travaux les plus intéressants faits par les étudiants des filières universitaires francophones du Vietnam.

<http://langlois.geog.uottawa.ca/atlasfr>

Le tout premier Atlas du développement des communautés francophones et acadiennes du Canada disponible sur le Web. Les enseignants, étudiants, chercheurs et journalistes qui sont constamment à la recherche de statistiques, de graphiques, de cartes et de tableaux sur la francophonie canadienne ont maintenant accès à ces informations sur Internet.

<http://lili.bibliopolis.fr>

Littérature en ligne – Le centre de ressources et d'échanges des professeurs de lettres

Créé par Bibliopolis, ce site web gratuit est ouvert à tous les professeurs de lettres.

<http://zeus.inalf.fr/complet.htm>

Le dictionnaire du Trésor de la langue française maintenant sur le web offre des possibilités d'interrogation virtuellement illimitées. – Trois niveaux d'utilisation : consultation simple des articles, recherches assistées, recherches complexes.

www.francoidentitaire.ca

Un nouveau site multimédia interactif sur les francophonies canadiennes qui vous propose des parcours thématiques dans les différentes régions du pays (Ontario, Québec, Acadie, Ouest-Nord-Ouest).

Une coproduction du Collège universitaire Glendon, de TF0/TV Ontario et du Centre d'études acadiennes de l'Université de Moncton.

▼ Grâce à une collaboration entre l'Office de la langue française du Québec et la société Semantix, le *Grand Dictionnaire terminologique (GDT)* est désormais disponible en ligne gratuitement à l'adresse www.granddictionnaire.com

ENCORE DU NOUVEAU À PROPOS DU GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE

Ce sont ainsi plus de 3 millions de termes français et anglais du vocabulaire industriel, scientifique et commercial, qui sont rendus accessibles.

Le site permet également de télécharger gratuitement un module d'extension personnalisé, le *GDT Express*, qui s'intègre à la plupart des traitements de textes et donne un accès direct au *GDT* ainsi qu'à des dictionnaires de langue générale, des dictionnaires de synonymes et des bases de données orthographiques.

D'autre part, pour les départements de français des universités de la communauté francophone, départements des universités membres de l'AUF et bibliothèques universitaires, le *GDT* reste comme précédemment mis à disposition sous forme de cédérom sur simple demande.

LIRE EN FRANÇAIS



Le Français au Maroc

Fouzia Benzakour, Driss Gaadi, Ambroise Queffelec, 356 pages
Contact: Éditions Duculot, rue des Minimes 39, B-1000 Bruxelles, Belgique

La situation sociolinguistique du Maroc est complexe. Plusieurs langues de statut inégal (berbère, arabe, français, espagnol, anglais) s'y concurrencent et s'y interpellent. Mais la langue française continue de jouer un rôle de communication important dans ce contexte plurilingue. Une première partie de l'ouvrage, qui retrace l'histoire de l'implantation de la langue au Maroc et analyse les principales caractéristiques fonctionnelles de sa situation actuelle, permet d'éclairer l'inventaire de ses particularités lexicales, qui constitue le trait le plus saillant de ce français endogène en émergence.



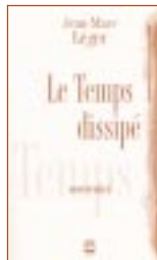
La Coexistence des langues dans l'espace francophone, Approche macrosociolinguistique Deuxièmes Journées scientifiques du Réseau de l'AUF: Sociolinguistique et dynamique des langues – Rabat 25-28 septembre 1998

Pierre Dumont et C. Santodomingo, 409 pages
Contact: Ellipses, 8 rue La Quintinie, 75015 Paris, France
Puisque la Francophonie apparaît aujourd'hui comme un espace au sein duquel, au Nord comme au Sud, le français côtoie d'autres langues, il a semblé important aux membres du Comité scientifique de ces deuxièmes Journées scientifiques de tenter: 1- de définir ce que sont les rapports du français avec ces autres langues 2- d'analyser la manière dont les politiques ont parfois tenté de réguler ces rapports 3- de formuler des propositions d'aménagement.



L'Enjeu de la langue en Ontario français

Sous la direction de Normand Labrie et Gilles Forlot, 269 pages
Contact: Éditions Prise de parole, CP 550 Sudbury Ontario Canada P3E 4R2
Un ouvrage qui examine les enjeux sociolinguistiques qui animent la société franco-ontarienne d'aujourd'hui. Très abordable, il propose des interrogations stimulantes sur l'évolution d'une langue dans la turbulence des conflits sociologiques qui l'assaillent.



Le Temps dissipé

Jean-Marc Léger, 474 pages.
Contact: Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1815 avenue de Lorimier, Montréal QC H2K 3W6
Journaliste, fonctionnaire international dans le cadre de la Francophonie dont il fut l'un des initiateurs puis Délégué général du Québec à Bruxelles, Jean-Marc Léger restitue dans cet ouvrage le climat, le contexte et l'état d'esprit des divers milieux où il a œuvré et il rappelle la naissance et l'évolution d'institutions auxquelles il a été étroitement associé.



La littérature africaine moderne au sud du Sahara

Denise Coussy, Éditions Karthala, 2000, 208 pages.
Contact: Éditions Karthala, 22-24 boul. Arago, 75013 Paris
Sans faire de distinction entre les langues employées – à savoir l'anglais et le français – cet ouvrage entend démontrer que l'Afrique a trouvé un langage commun pour célébrer des victoires similaires et pour déplorer des défaites non moins identiques.



Une éthique pour la francophonie: Questions de politique linguistique

Raymond Renard, Didier Érudition – Paris, 357 pages.
Contact: Raymond Renard, directeur du Centre international de Phonétique appliquée
Place du Parc, 22 – B – 7000 Mons, Belgique, Didier Érudition – Paris.
Une communauté de destin fondée sur la langue peut-elle engendrer une éthique? Telle est la question finale posée à propos de l'aménagement linguistique de la Francophonie, considéré dans son acception la plus large qui, bien au-delà de l'aménagement de la langue, prend en considération tous les facteurs (culturels, sociaux, économiques, éducatifs, linguistiques, juridiques, administratifs, techniques...), en vue de gérer le multilinguisme.

AGENDA 04 – 08 DÉCEMBRE 2000

Toulouse, France
L'ÉCRITURE ROMANESQUE LIBANAISE DE 1975 À 2000: FICTION ET RÉALITÉ ORGANISÉ PAR LE GROUPE DE RECHERCHE AMAM DANS LE CADRE DU CENTRE D'ÉTUDE DU MONDE ARABE ET DE L'ASIE (CEMAA)
Edgard Weber
Centre d'étude du monde arabe et de l'Asie (CEMAA)
Université de Toulouse – Le Mirail
5, allées Antonio-Machado
31058 Toulouse – Cedex, France
Tél.: +33 (5) 61 50 47 25
Tcp.: +33 (5) 61 50 41 54

11 – 13 JANVIER 2001

Arras, France
MAXENCE VAN DER MEERSCH:
ÉCRIRE LE NORD, ÉCRIRE LE MONDE ORGANISÉ PAR: CENTRE DE RECHERCHE «ROMAN 20-50» (UNIVERSITÉ DE LILLE III) ET CRELID CENTRE DE RECHERCHE LITTÉRAIRES «IMAGINAIRE ET DIDACTIQUE» (UNIVERSITÉ D'ARTOIS)
Christian Morewski
Université d'Artois – UFR de Lettres Modernes
9, rue du Temple
62030 Arras Cedex, France
Tél.: +33 (3) 21 60 37 23
Tcp.: +33 (3) 21 60 37 29
Ad. el.: cmorzewski@univ-artois.fr
<http://www.univ-artois.fr/actualites/vandermeersch.html>

30 – 31 JANVIER 2001

Bordeaux, France
JFLA 2001 – DIXIÈMES JOURNÉES FRANCOPHONES DES LANGAGES APPLICATIFS ORGANISÉES PAR L'INRIA ET LE LABRI – BORDEAUX
Florence Balax
INRIA Roquencourt, bureau des Cours et Colloques (JFLA2001)
Domaine de Voluceau – BP 105 – 78153, Le Chesnay Cedex
Tél.: +33 (1) 39 63 50 53
Tcp.: +33 (1) 39 63 56 38
Ad. el.: symposia@inria.fr
<http://pauillac.inria.fr/jfla/2001>

300 FÉVRIER 2001

Colloque en ligne
«L'EFFET DE FICTION»
Ad. el.: colloque@fabula.org
<http://www.fabula.org/effet>

08 – 10 MARS 2001

Burnaby (Colombie-Britannique), Canada
ÉTUDES FRANCOPHONES, MULTIMÉDIA ET INTERNET
Réjean Canac-Marquis
Département de français, Université Simon Fraser – Burnaby BC (Canada) V5A 1S6
Ad. el.: rcanacma@sfu.ca

17 – 20 MAI 2001

Paris, France
FRANCOPHONIE AU PLURIEL
COLLOQUE DE L'ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE, SOUS LE HAUT PATRONAGE DE L'UNESCO, L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE, LE RECTORAT DE PARIS.
À Paris: Colloque de l'Année francophone internationale
3 rue Émile-Duclaux – 75015
Tél.: +33 (1) 47 34 33 60
Ad. el.: annee.francophone@club.lemonde.fr
À Québec: AFI, Université Laval, DKN 1411
Sainte-Foy (Québec) G1K 7P4
Tél.: +1 (418) 656-5772
Tcp.: +1 (418) 656-7017
Ad. el.: afi@fl.ulaval.ca
<http://www.francophone.net/afi>

26 MAI – 2 JUIN 2001

Portland (Maine), Etats-Unis
LE MAINE DES FRANCO-AMERICAINS
15^e CONGRÈS MONDIAL DU CONSEIL INTERNATIONAL D'ÉTUDES FRANCOPHONES
Christiane Ndiaye
Département d'études françaises, faculté des arts et des sciences
Université de Montréal – CP 6128, succ. Centre-ville, Montréal QC (Canada) H3C 3J7
Tél.: +1 (514) 343-2041
Tcp.: +1 (514) 343-2256
Ad. el.: Ndiayec@etfra.umontreal.ca

JUSQU'AU 15 JANVIER 2001

16 au 17 mars 2001
Buffalo, Etats-Unis
LA VIOLENCE DANS LA LITTÉRATURE FRANÇAISE ET FRANCOPHONE
Larbi Touaf & Soumia Boutkhill (conference Chairs)
Ad. el.: ltoouaf@acsu.buffalo.edu
boutkhill@wings.buffalo.edu
<http://wings.buffalo.edu/cas/ml/colloquium/#>

JUSQU'AU 15 AVRIL 2001

03 – 07 JUIN 2001
Rio De Janeiro, Brésil
SEDFRAXE XII: MONDIALISATION ET HUMANISME, LES ENJEUX DU FRANÇAIS CONGRÈS – BIENNAL ORGANISÉ PAR: L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE FLUMINENSE (UFF), AVEC LA PARTICIPATION DE: L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DE RIO DE JANEIRO (UFRJ), L'UNIVERSITÉ DE L'ÉTAT DE RIO DE JANEIRO (UERJ) ET L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DE JUÍZ DE FORA.
<http://www.sedifralerio.org.br/>

APPEL À COMMUNICATIONS

APPEL DE TEXTES

GLOBE, revue internationale d'études québécoises, lance deux appels de textes:
- pour le 15 février 2001 – sur le thème de «L'émergence des études québécoises» dans le monde. Le numéro, sous la direction de Daniel Chartier (INRS – Culture et Société), sera publié en 2001.
- pour le 15 mars 2001 – sur le thème des «Marges de l'identité au Québec» Le numéro, sous la direction conjointe de Jocelyn Maclure (Université de Southampton)

et d'Alain-G. Gagon (Université McGill), sera publié en 2001.

GLOBE
Revue internationale d'études québécoises
3460 rue McTavish, 3^e étage
Montréal (Québec) Canada H2Y 3S5
Tél.: +1 (514) 398 39 60
Tcp.: +1 (514) 398 39 59
Ad. el.: inuk@cam.org
<http://www.cam.org/~inuk>